

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ville de Rivière-du-Loup | 12072 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jacques Moreau, OMA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Rivière-du-Loup pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature _____ Date 17 mai 2023

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	31
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	32
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	33
Situation financière par organismes	34
Charges par objets	35
Excédent (déficit) accumulé	36
Avantages sociaux futurs	40

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	49
Analyse des charges consolidées	61

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Rivière-du-Loup

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de Ville de Rivière-du-Loup (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2022 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La ville tire des produits de loterie, de collecte de fonds, d'adhésions, de vente d'articles promotionnels et revenus d'inscriptions dont il n'est pas possible de vérifier l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, notre vérification de ces apports s'est limitée aux montants inscrits dans les comptes de l'organisme et nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants des produits de loterie, de collecte de fonds, d'adhésions, de vente d'articles promotionnels et revenus d'inscriptions, de l'excédent des produits par rapport aux charges et des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour les exercices terminés les 31 décembre 2022 et 2021, de l'actif à court terme aux 31 décembre 2022 et 2021 et de l'actif net aux 1er janvier 2022 et 2021 et aux 31 décembre 2022 et 2021. Nous avons exprimé par conséquent une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.
-

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
 CPA auditrice, permis de comptabilité no A128114
 Rivière-du-Loup
 Le 17 mai 2023

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations	
		2022	2021 Redressé note 23
Revenus			
Taxes	1	36 509 812	34 364 536
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 661 573	3 185 576
Quotes-parts	3		
Transferts	4	12 512 474	8 808 934
Services rendus	5	7 647 388	7 102 210
Imposition de droits	6	3 385 273	1 663 949
Amendes et pénalités	7	622 507	706 900
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	781 500	410 693
Autres revenus	10	(287 634)	1 862 108
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11	(483 483)	(605 094)
Effet net des opérations de restructuration	12		(357 032)
	13	64 349 410	57 142 780
Charges			
Administration générale	14	6 703 006	6 076 234
Sécurité publique	15	6 821 591	6 764 525
Transport	16	9 886 112	8 497 821
Hygiène du milieu	17	13 376 560	13 686 088
Santé et bien-être	18	220 577	264 835
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 719 086	1 716 910
Loisirs et culture	20	10 039 513	8 556 707
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	1 706 027	1 403 807
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	50 472 472	46 966 927
Excédent (déficit) de l'exercice	25	13 876 938	10 175 853
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	136 769 150	129 059 635
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27	2 872 071	405 733
Solde redressé	28	139 641 221	129 465 368
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	153 518 159	139 641 221

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	20 537 386	9 887 376
Débiteurs (note 5)	2	26 789 695	17 909 262
Prêts (note 6)	3		131 180
Placements de portefeuille (note 7)	4	6 416 237	6 884 348
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(5 295 064)	(4 811 580)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	48 448 254	30 000 586
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	4	3
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	14 759 219	11 969 822
Revenus reportés (note 12)	12	2 748 169	2 164 051
Dette à long terme (note 13)	13	76 733 605	56 312 526
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 362 200	1 487 900
Autres passifs (note 14)	15	6 644 512	6 900 032
	16	102 247 709	78 834 334
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(53 799 455)	(48 833 748)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	206 232 550	187 260 471
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	125 522	135 093
Stocks de fournitures	20	770 932	701 359
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	188 610	378 046
	23	207 317 614	188 474 969
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	153 518 159	139 641 221
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations	
		2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 876 938	10 175 853
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	28 041 350)	27 558 224)
Produit de cession	3	24 152	117 132
Amortissement	4	7 170 044	7 226 191
(Gain) perte sur cession	5	1 875 075	(117 132)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(18 972 079)	(20 332 033)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	9 571	
Variation des stocks de fournitures	10	(69 573)	(152 547)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	189 436	(183 147)
	13	129 434	(335 694)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(4 965 707)	(10 491 874)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(51 705 819)	(38 747 607)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18	2 872 071	405 733
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(48 833 748)	(38 341 874)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(53 799 455)	(48 833 748)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021 Redressé note 23
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 876 938	10 175 853
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	7 170 044	7 226 191
Autres			
▪ Perte (gain) cession immo	3	1 875 075	(117 132)
▪ Perte valeur placement invest	4	483 483	605 093
	5	23 405 540	17 890 005
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(7 111 132)	(176 043)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	741 295	395 178
Revenus reportés	9	607 399	(251 346)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(125 700)	114 400
Propriétés destinées à la revente	11	9 571	
Stocks de fournitures	12	(69 573)	(152 547)
Autres actifs non financiers	13	189 436	(183 147)
	14	17 646 836	17 636 500
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(28 041 350)	(25 244 773)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	24 152	117 132
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(28 017 198)	(25 127 641)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(99 983)	99 982
Remboursement ou cession	21	211 105	108 954
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(660 649)	1 326 226
Cession	23	1 148 819	
	24	599 292	(1 317 254)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	32 409 421	15 654 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(11 675 421)	11 653 435
Variation nette des emprunts temporaires	27	1	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(312 921)	3 299
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	20 421 080	4 003 864
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	10 650 010	(4 804 531)
Solde déjà établi	33	9 887 376	17 158 245
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		(2 466 338)
Solde redressé	35	9 887 376	14 691 907
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	20 537 386	9 887 376

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rivière-du-Loup (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les «états financiers») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les «normes comptables»).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (le déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.]

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes paramunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

- Corporation de l'Aéroport de Rivière-du-Loup inc. : 100 %;
- Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup Hiver 2021 : 100 %;
- Les Loisirs de Rivière-du-Loup : 100 %.

b) Partenariats

La Ville participe au partenariat de la Société d'Économie Mixte et d'Énergie Renouvelable de la région de Rivière-du-Loup (SÉMER) qui se qualifie en tant qu'entreprise municipale et qui est comptabilisée selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation en proportion du pourcentage de détention de 40 %.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs sont les ressources économiques sur lesquelles la Ville exerce un contrôle à la suite de transactions ou d'événements passés, et qui sont censées lui procurer des avantages économiques futurs.

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. La Ville capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les périodes suivantes :

	<u>Périodes</u>
• Infrastructures	15 à 40 ans
• Bâtiments	15 à 40 ans
• Véhicules	5 à 20 ans
• Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
• Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service.

L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modifications ont été émis pourvu qu'ils soient possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre d'« Autres revenus » au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régime de retraite à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services.

Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi").

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante :

- Répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : Valeur marchande.

- Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement commence dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte;
- Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir;
- L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allégement fiscal transitoires :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

- Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000 :
 - Intérêts sur la dette à long terme (nets des montants à recouvrer de tiers) : durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1^{er} janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
 - Coûts liés aux services passés découlant de modifications aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour l'excédent de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.
- Frais de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides :
 - Passif constaté au 1^{er} janvier 2007 et, jusqu'à concurrence des sommes autorisées, tout excédent de la charge comptabilisée en fonction de la capacité utilisée de la décharge sur les dépenses engagées dans l'exercice :
 - linéaire jusqu'à l'extinction prévue des obligations de l'administration municipale.

- Frais d'assainissement pour les sites contaminés :
 - pour le passif constaté au 1^{er} janvier 2015: sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.

- Appariement fiscal des revenus de transfert :
 - Démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - Redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation des revenus de transfert.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - Pour la dette à long terme en question :
 - au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	20 537 386	9 887 376
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	20 537 386	9 887 376
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	20 537 386	9 887 376
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	5 814 559	6 546 973
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11	4 945 000	5 595 000

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives à 5 814 559 \$ (6 546 973 \$ au 31 décembre 2021) et aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 640 589 \$ (1 404 305 \$ en 2021). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 801 825 \$ (596 697 \$ en 2021).

Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup Hiver 2021

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 48 048 \$ (17 889 \$ en 2021).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	810 748	980 223
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	16 922 052	11 852 772
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	6 461 090	2 646 617
Organismes municipaux	16	739 298	720 623
Autres			
▪ Autres débiteurs	17	1 725 627	1 593 526
▪ Organismes consolidés	18	130 880	115 501
	19	26 789 695	17 909 262
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	11 521 741	6 390 673
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	11 521 741	6 390 673
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	503 020	424 585
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	3 216 990	2 393 344
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	8 955 475	4 653 413
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	10 000	50 000
Ministère de la Culture et des Communications	29		
Autres ministères/organismes	30	4 739 587	4 756 015
	31	16 922 052	11 852 772

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,05 % à 4,48 % au 31 décembre 2022 (2,05 % à 4,48 % au 31 décembre 2021) et viennent à échéance au plus tard en 2042.

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		131 180
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		131 180
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

7. Placements de portefeuille

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	391 584	371 524
Autres placements	39	6 024 653	6 512 824
	40	6 416 237	6 884 348
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41	6 024 653	6 512 824
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

Note

Les placements de portefeuille aux fins d'investissement sont composés d'un placement à l'Union des municipalités du Québec totalisant la somme de 391 584 \$ (371 524 \$ au 31 décembre 2021).

Les autres placements sont composés de participations dans divers fonds communs d'actions et autres chez Valeurs mobilières Desjardins totalisant la somme de 6 024 653 \$ (6 512 824 \$ au 31 décembre 2021).

8. Avantages sociaux futurs

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(982 900)	(1 095 100)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	(379 300)	(392 800)
	45	(1 362 200)	(1 487 900)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	1 459 300	1 714 200
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	6 000	29 300
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	38 036	36 207
	51	1 503 336	1 779 707

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (T.P.) moins 0,25 % (T.P. :31 décembre 2022 : 6,45 %; 31 décembre 2021 : 2,45 %) et renouvelable en avril 2023. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Ville bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, portant intérêt au taux préférentiel et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la Ville :

Montants autorisés	Taux d'intérêt	Renouvellement	No règlement
3 990 000 \$	6,45 %	Avril 2032	1790
9 419 949 \$	6,20 %	Mai 2026	2018
3 181 905 \$	6,20 %	Mai 2026	2026
9 270 942 \$	6,20 %	Décembre 2026	2054
9 650 000 \$	6,20 %	Décembre 2026	2071

11. Crédoeurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	6 068 472	7 026 671
Salaires et avantages sociaux	56	1 613 629	1 520 887
Dépôts et retenues de garantie	57	2 069 656	2 410 494
Provision pour contestations d'évaluation	58		213 514
Autres			
▪ Intérêts	59	172 567	78 955
▪ TPS-TVQ, redevances	60	299 786	255 241
▪ Divers	61	597 264	464 060
▪ SHQ	62	3 937 845	
▪	63		
	64	14 759 219	11 969 822

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	214 089	118 685
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	151 212	133 223
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Divers projets	80	103 896	82 703
▪ Fonds stationnement	81	81 912	77 913
▪ Organismes consolidés	82	2 197 060	1 751 527
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	2 748 169	2 164 051

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	4,60	2023	2027	88	77 483 000	56 749 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres					95		
					96	77 483 000	56 749 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(749 395)	(436 474)
					98	76 733 605	56 312 526

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2023	99		13 013 000			13 013 000
2024	100		16 636 000			16 636 000
2025	101		10 772 000			10 772 000
2026	102		11 353 000			11 353 000
2027	103		25 709 000			25 709 000
2028 et plus	104					
	105		77 483 000			77 483 000
Intérêts et frais accessoires	106		()	()
	107		77 483 000			77 483 000

Note

14. Autres passifs

		2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	6 644 512	6 900 032
Assainissement des sites contaminés	109		
Autres			
▪	110		
▪	111		
▪	112		
▪	113		
	114	6 644 512	6 900 032

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	67 795 358			67 795 358
Eaux usées	116	42 623 615	73 581		42 697 196
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	55 110 196	2 119 523		57 229 719
Autres					
▪ Autres	118	41 013 723	3 188 144		44 201 867
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	42 481 448	26 802		42 508 250
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	9 480 343	763 038	142 171	10 101 210
Ameublement et équipement de bureau	124	3 361 580	84 525		3 446 105
Machinerie, outillage et équipement divers	125	8 108 301	88 185	69 850	8 126 636
Terrains	126	3 211 717	3 951 721	1 899 227	5 264 211
Autres	127	3 200	40 257		43 457
	128	273 189 481	10 335 776	2 111 248	281 414 009
Immobilisations en cours	129	41 693 007	17 705 574		59 398 581
	130	314 882 488	28 041 350	2 111 248	340 812 590
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	30 118 061	1 411 644		31 529 705
Eaux usées	132	28 798 515	1 074 722		29 873 237
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	25 905 078	1 365 360		27 270 438
Autres					
▪ Autres	134	13 439 194	1 067 918		14 507 112
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	15 467 545	1 091 807		16 559 352
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	5 687 795	572 328	142 171	6 117 952
Ameublement et équipement de bureau	140	2 991 515	118 376		3 109 891
Machinerie, outillage et équipement divers	141	5 214 314	467 889	69 850	5 612 353
Autres	142				
	143	127 622 017	7 170 044	212 021	134 580 040
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	187 260 471			206 232 550
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148		
Immeubles industriels municipaux	149	125 522	135 093
Autres	150		
	151	125 522	135 093
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	125 522	135 093

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	165	159 975	326 346
▪ Cautionnement	166	3 812	3 812
▪ Organismes consolidés	167	24 823	47 888
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	188 610	378 046

Note**19. Obligations contractuelles****CONTRATS:**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Ville a signé un protocole d'entente avec la Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup (maintenant appelé Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup) pour une contribution financière pour la construction d'un stade multisport. La Ville s'est engagée à verser une contribution financière de 3 000 000 \$, taxes et ristournes incluses, plus les frais d'intérêt sur cette somme, payable sur une période de 20 ans. Le versement du capital a débuté en décembre 2018. Au 31 décembre 2022, l'engagement est de 2 542 029 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2022 pour le service de dégagement des chaussées. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 13 504 245 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 12 829 033 \$;

2023 : 2 700 849 \$;
 2024 : 2 700 849 \$;
 2025 : 2 700 849 \$;
 2026 : 2 700 849 \$;
 2027 : 2 025 637 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2020 pour le service d'enlèvement des ordures, matières recyclables et matières organiques. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 4 119 003 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 1 685 803 \$;

2023 : 836 334 \$;
 2024 : 849 469 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2021 pour le déneigement des stationnements et des kiosques postaux. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 745 562 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 532 268 \$;

2023 : 152 077 \$;
 2024 : 152 077 \$;
 2025 : 152 077 \$;
 2026 : 76 037 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'entretien du réseau d'éclairage public et des bâtiments. Les taux horaires/hommes varient de 69 \$ à 81,50 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 7 ans à compter de 2020 pour les services professionnels en évaluation. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 2 314 702 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 1 310 855 \$;

2023 : 257 668 \$;
 2024 : 269 240 \$;
 2025 : 498 811 \$;
 2026 : 285 136 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 6 mois à compter de décembre 2022 à novembre 2023 pour l'entretien des parcs. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 85 671 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 82 244 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 2 ans à compter de 2022 pour la fourniture de combustible. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 755 986 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 377 993 \$ et est exigible au cours du prochain exercice;

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 4 ans à compter de 2019 pour le déneigement du LET. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 155 000 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 23 700 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'exploitation et l'entretien général du LET pour un montant minimum à payer suivant ce contrat est de 4 260 544\$ (taxes en sus). La Ville a ajouté un ordre de changement en 2021 pour la gestion des matières secs et l'entretien du terrain pour un montant minimum à payer suivant ce contrat de 241 000 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 827 674 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour l'opération de la balance au LET. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 443 559 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 78 360 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2018 pour la fourniture de gaz propane. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 147 227 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 2 455 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2021 pour le service d'analyse des bornes d'incendie. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 134 416 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 72 054 \$;

2023 : 22 181 \$;
2024 : 18 382 \$;
2025 : 31 491 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2021 pour la location de différents équipements. Le tarif horaire variera de 48 \$ à 196 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2021 pour le transport et tri de matériaux secs au lieu d'enfouissement technique. Les taux variera de 105 \$ à 110 \$ la tonne métrique.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 4 ans à compter de 2022 pour les services professionnels en audit. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 81 000 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 61 800 \$;

2023: 19 800 \$;
2024: 20 500 \$;
2025: 21 500 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2022 pour le service de vidange des fosses septiques. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 296 634 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 229 089 \$;

2023: 151 814 \$;

2024: 77 275 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2021 pour les services de professionnels pour l'élaboration d'un plan directeur de maintien des actifs immobiliers. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 259 473 \$ (taxes en sus). Le solde d'engagement au 31 décembre 2022 est de 90 766 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par contrat d'une durée de 6 ans à compter de 2019 pour les services de tri des matières recyclables. Le taux est de 91 \$ la tonne métrique.

FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE:

La Ville est assujettie, en tant qu'employeur, aux dispositions de la Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre. Les montants requis par cette Loi ont été consacrés à la formation en 2022.

Office régional d'habitation de Rivière-du-Loup

L'Office régional d'habitation de Rivière-du-Loup, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit. Au 31 décembre 2022, la Ville a versé un montant de 134 726 \$ (129 652 \$ au 31 décembre 2021).

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement des sommes du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions et du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 436 300 \$ sur une période de 20 ans.

L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 170 516 \$ en 2023, 158 229 \$ en 2024, 147 154 \$ en 2025, 135 578 \$ en 2026 et 123 788 \$ en 2027.

Les subventions pour le remboursement du capital totalisent 11 521 741 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 466 953 \$ en 2023, 362 939 \$ en 2024, 374 015 \$ en 2025, 385 591 \$ en 2026 et 397 381 \$ en 2027.

La Ville recevra un montant totalisant 200 000 \$ sur une période de quarante ans se terminant en mars 2054 pour un bail emphytéotique avec la SÉMER. Le montant annuel est de 5 000 \$ et a débuté en 2014. Au 31 décembre 2022, le solde à recevoir est de 155 000 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Ville a également conclu un contrat de location pour un local à la Société québécoise des Infrastructures à l'édifice Rosaire-Gendron. La location se terminera le 30 avril 2027. Le montant minimum que la Ville recevra totalise 752 374 \$. L'échéancier de ce revenu de loyer pour les cinq prochains exercices est de 150 475 \$ en 2023, 150 475 \$ en 2024, 150 475 \$ en 2025, 150 475 \$ en 2026 et 50 158 \$ en 2027.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires	171		
Dettes à long terme		172	
		173	

Société d'Économie Mixte d'Énergie Renouvelable de la région de Rivière-du-Loup

La Ville garantit les obligations de la Société d'Économie Mixte d'Énergie Renouvelable de la région de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 9 750 000 \$. La direction estime que la probabilité que la Ville ait à engager des coûts importants en raison de cette caution est faible.

Club de curling de Rivière-du-Loup

La Ville garantit la dette du Club de curling de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 3 422 250 \$. La Ville assume partiellement le coût de cette dette et le prévoit lors de l'élaboration de son budget annuel.

Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup. Au 31 décembre 2022, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 3 323 370 \$ (3 501 261 \$ au 31 décembre 2021).

B) Auto-assurance

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) Poursuites

Divers griefs ont été déposés et pour lesquels une étude d'avocats représente les intérêts de la Ville. La direction de la Ville croit au bien-fondé de sa défense. Pour faire face à ces réclamations, la Ville a comptabilisé une provision de 189 500 \$.

D) Autres

Contestations d'évaluation

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2020 à 2022. Les dossiers ont été réglés au courant de l'exercice 2022.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de - \$ (213 514 \$ au 31 décembre 2021) a été inscrite à l'état consolidé de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, à la suite de la découverte d'anomalies, la ville a inscrit au livres une somme à recevoir totale de 2 872 071 \$ qui aurait dû être inscrite au 31 décembre 2021 et 31 décembre 2020. Cette modification a entraîné une augmentation de l'excédent accumulé de 2 872 071 \$. Par conséquent, cette correction a eu comme impact, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, une augmentation des revenus de transfert d'investissement de 2 466 338 \$ et une augmentation de l'excédent accumulé du début de 405 733 \$ et une augmentation de l'excédent de l'excédent accumulé de la fin de 2 872 071 \$.

24. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec un budget non consolidé faute de renseignements nécessaires.

25. Instruments financiers

La Ville évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs au coût après amortissement à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

26. Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

- Constatation et mesure du passif : selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation : 3 ans;
- Capacité restante estimative : 229 144 mètres cubes;
- Actifs affectés au règlement du passif : 6 024 653 \$;
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 29 ans.

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement totalisent 7 373 992 \$. Au 31 décembre 2022, le passif constaté aux états financiers à cet égard est de 6 644 512 \$, de sorte qu'un solde de 729 480 \$ reste à constater.

27. Fond de roulement

La Ville possède un fond de roulement dont le capital est fixé à 8 050 000 \$ (7 750 000 \$ au 31 décembre 2021). Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

28. Apparentés

La Ville de Rivière-du-Loup tient à divulguer les informations relatives aux apparentés qu'elle a conclues au cours de l'exercice financier. Les apparentés ont été identifiées par la Ville de Rivière-du-Loup et comprennent les membres du conseil municipal et les principaux dirigeants apparaissant sur le registre des entreprises du Québec. Les principales opérations concernent le remboursement des frais de déplacement, repas et hébergement selon la directive interne portant sur le sujet. De plus, elles incluent les montants versés à titre de contribution au REER pour les membres du conseil qui ont reçu une allocation de départ et de transition.

Nom	Montant
Mario Bastille, maire	2 102 \$
Chantal Amstad, conseillère	328 \$
Edith Samson, conseillère	1 518 \$
Denis Lagacé, directeur général	3 411 \$
Jacques Moreau, trésorier	2 553 \$
Caroline Desjardins, greffière	1 014 \$

De plus, la Ville a signé un protocole d'entente offrant diverses gratuités pour la tenue d'un événement organisé par le promoteur suivant :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Étincelle, Publicité, Marketing, Web, société ayant M. Steeve Drapeau, comme actionnaire, conseiller à la Ville de Rivière-du-Loup : Prêt d'équipements et de terrain appartenant à la Ville, service d'hygiène et permis de fermeture de rues.

Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup Hiver 2021

La Ville est lié avec le Comité organisateur de la Finale des Jeux du Québec de Rivière-du-Loup Hiver 2021 étant donné que trois représentants de la Ville siègent au conseil d'administration.

Au cours de l'exercice, la Ville a fourni à titre gratuit les sites, locaux, logiciels et installations sportives et de loisirs appartenant à cette dernière.

La valeur de ses services n'a pas été estimée ni constatée aux états financiers de l'exercice.

Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et sont évalués à la valeur d'échange.

29. Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière

Après la fin de l'exercice, la Ville :

- a octroyé un contrat à une entreprise privée pour des services de laboratoire d'une durée de 3 ans (2023 à 2026), d'un montant approximatif de 187 407 \$;
- a octroyé un contrat à une entreprise privée pour l'aménagement et l'entretien des plates-bandes, boîtes à fleurs et jardinières d'une durée de 3 ans au montant de 491 743 \$ taxes en sus;
- autorisé divers règlements d'emprunt afin de financer des projets adoptés dans le plan triennal d'immobilisations.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022			Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	34 364 536	35 625 700	36 509 812			36 509 812
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 185 576	3 316 084	3 661 573			3 661 573
Quotes-parts	3					1 079 463	
Transferts	4	1 378 118	1 708 908	1 264 881		1 375 881	2 625 862
Services rendus	5	6 639 715	7 487 315	7 187 122		460 266	7 647 388
Imposition de droits	6	1 663 949	943 538	3 385 273			3 385 273
Amendes et pénalités	7	706 900	655 700	622 507			622 507
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	393 557	256 600	731 625		49 875	781 500
Autres revenus	10	1 680 348	1 125 772	(1 278 328)		342 424	(935 904)
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	50 012 699	51 119 617	52 084 465		3 307 909	54 298 011
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	6 799 898	8 778 239	9 886 612			9 886 612
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17			239 938			239 938
Autres	18	170 819	87 512	408 332			408 332
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(605 094)		(483 483)			(483 483)
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	6 365 623	8 865 751	10 051 399			10 051 399
	22	56 378 322	59 985 368	62 135 864		3 307 909	64 349 410
Charges							
Administration générale	23	5 814 079	6 582 334	6 456 810	246 196		6 703 006
Sécurité publique	24	6 460 749	6 443 506	6 570 368	251 223		6 821 591
Transport	25	6 489 441	7 496 459	7 955 889	1 962 444	136 779	9 886 112
Hygiène du milieu	26	10 170 474	11 230 673	9 926 972	3 449 588		13 376 560
Santé et bien-être	27	264 835	277 116	220 577			220 577
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 698 471	1 910 173	1 700 638	18 448		1 719 086
Loisirs et culture	29	6 480 540	7 223 530	6 808 760	1 241 585	2 914 531	10 039 513
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 403 807	1 465 924	1 706 027			1 706 027
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	7 225 631	7 169 484	7 169 484	(7 169 484)		
	34	46 008 027	49 799 199	48 515 525		3 051 310	50 472 472
Excédent (déficit) de l'exercice	35	10 370 295	10 186 169	13 620 339		256 599	13 876 938

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		<u>Réalisations 2021</u>	<u>Budget 2022</u>	<u>Réalisations 2022</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 370 295	10 186 169	13 620 339	256 599	13 876 938
Moins : revenus d'investissement	2	(6 365 623)	(8 865 751)	(10 051 399)	()	(10 051 399)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 004 672	1 320 418	3 568 940	256 599	3 825 539
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	7 225 631	7 169 484	7 169 484	560	7 170 044
Produit de cession	5	117 132		24 152		24 152
(Gain) perte sur cession	6	(117 132)		1 875 075		1 875 075
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	7 225 631	7 169 484	9 068 711	560	9 069 271
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			9 571		9 571
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			9 571		9 571
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	108 954	25 000	241 918		241 918
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			(30 813)		(30 813)
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	108 954	25 000	211 105		211 105
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(5 371 711)	(6 633 243)	(6 286 588)		(6 286 588)
	18	(5 371 711)	(6 633 243)	(6 286 588)		(6 286 588)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 273 995)	2 119 802)	2 871 482)	40 257)	2 911 739)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	149 000	525 000			
Excédent de fonctionnement affecté	21		695 000	1 230 000		1 230 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 390 015)	(929 792)	(749 973)		(749 973)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(53 062)	(52 065)	(139 104)		(139 104)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(3 568 072)	(1 881 659)	(2 530 559)	(40 257)	(2 570 816)
	26	(1 605 198)	(1 320 418)	472 240	(39 697)	432 543
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 399 474		4 041 180	216 902	4 258 082

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Réalizations 2022	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	6 365 623	10 051 399	10 051 399
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	2 169 463)(	1 982 398)(	1 982 398)
Sécurité publique	3 (	581 153)(	5 559 399)(	5 559 399)
Transport	4 (	4 234 312)(	6 308 769)(	43 457)(
Hygiène du milieu	5 (	7 680 875)(	7 785 482)(	7 785 482)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	2 206 858)(	47 494)(	47 494)
Loisirs et culture	8 (	10 682 363)(	6 317 551)(	(3 200))(
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	27 555 024)(	28 001 093)(	40 257)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	(505 111))(	(383 500))(	(383 500))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	10 059 000	21 889 522	21 889 522
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	2 273 995	2 871 482	40 257
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	2 833 323	(29 646)	(29 646)
Excédent de fonctionnement affecté	17		120 602	120 602
Réserves financières et fonds réservés	18	1 049 320	1 782 387	1 782 387
	19	6 156 638	4 744 825	40 257
	20	(10 834 275)	(983 246)	(983 246)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(4 468 652)	9 068 153	9 068 153

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022		Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 179 314	19 808 837	728 549	20 537 386
Débiteurs (note 5)	2	17 793 761	26 658 815	2 573 791	26 789 695
Prêts (note 6)	3	131 180			
Placements de portefeuille (note 7)	4	6 884 348	6 416 237		6 416 237
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(4 811 580)	(5 295 064)		(5 295 064)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	29 177 023	47 588 825	3 302 340	48 448 254
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	3	4		4
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	13 561 092	17 033 123	169 007	14 759 219
Revenus reportés (note 12)	12	412 524	551 109	2 229 010	2 748 169
Dettes à long terme (note 13)	13	56 312 526	76 733 605		76 733 605
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 487 900	1 362 200		1 362 200
Autres passifs (note 14)	15	6 900 032	6 644 512		6 644 512
	16	78 674 077	102 324 553	2 398 017	102 247 709
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(49 497 054)	(54 735 728)	904 323	(53 799 455)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	187 249 431	206 181 813	50 737	206 232 550
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	135 093	125 522		125 522
Stocks de fournitures	20	693 158	763 781	7 151	770 932
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	330 158	195 737	24 823	188 610
	23	188 407 840	207 266 853	82 711	207 317 614
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	4 275 798	6 791 932	299 704	7 091 636
Excédent de fonctionnement affecté	25	5 380 901	5 284 989	636 593	5 921 582
Réserves financières et fonds réservés	26	6 546 973	5 814 559		5 814 559
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(2 088 762 ) (	1 717 558 ) (		( 1 717 558)
Financement des investissements en cours	28	(9 588 346)	(520 193)		(520 193)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	134 384 222	136 877 396	50 737	136 928 133
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	138 910 786	152 531 125	987 034	153 518 159
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	10 861 946	10 413 083	12 020 946	11 657 928
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	3 035 177	2 868 654	3 018 048	3 081 595
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	21 646 085	21 475 335	21 674 465	18 244 772
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 127 014	1 389 630	1 389 630	1 045 660
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	130 110	164 141	164 141	126 814
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	208 800	152 256	152 256	231 333
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 356 596	1 357 319	1 357 319	1 319 680
Transferts	15				
Autres	16	142 667	134 726	134 726	137 426
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	3 693 320	3 383 663	3 383 663	2 885 608
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	7 169 484	7 169 484	7 170 044	7 226 191
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21	428 000	7 234	7 234	1 009 920
	22				
	23				
	24	49 799 199	48 515 525	50 472 472	46 966 927

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 091 636	4 458 427
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 921 582	5 917 667
Réserves financières et fonds réservés	3	5 814 559	6 546 973
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 717 558)	(2 088 762)
Financement des investissements en cours	5	(520 193)	(9 588 346)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	136 928 133	134 395 262
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	153 518 159	139 641 221

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	6 791 932	4 275 798
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	299 704	182 629
	11	7 091 636	4 458 427

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Rénovation patrimoniale	12	215 890	215 890
▪ Réclamation dommages intérêts	13	150 000	150 000
▪ Développement durable	14	218 203	218 203
▪ Fonds industriel	15	530 202	530 202
▪ Aides organismes	16	150 000	150 000
▪ Avantages sociaux futurs	17	313 860	313 860
▪ Aqueduc - égout	18	1 550 704	1 417 011
▪ Budget participatif	19	179 398	250 000
▪ Autres	20	1 976 732	2 135 735
	21	5 284 989	5 380 901
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Les Loisirs de Rivière-du-Loup	22	636 593	536 766
▪	23		
▪	24		
	25	636 593	536 766
	26	5 921 582	5 917 667

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Vidange des bassins	27 556 565	494 337
▪ Élections	28 193 759	148 681
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	750 324
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 4 367 796	4 717 087
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 696 439	1 186 868
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	
Autres		
▪	46	
▪	47	
	48	5 064 235
	49	5 814 559
		6 546 973

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 (	)( 155 012)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ()(
	56 (	)( 155 012)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 ()(
Assainissement des sites contaminés	58 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 (282 758)	)( 266 850)
Autres		
▪	60 ()(
▪	61 ()(
	62 (282 758)	)( 421 862)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres		
▪	67 ()(
▪	68 ()(
	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ()(
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()(
Autres		
▪ Régime de retraite - policiers	74 (1 342 600)	)( 1 545 500)
▪ Fonds de roulement	75 (92 200)	)( 121 400)
	76 (1 434 800)	)( 1 666 900)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres		
▪	81	
	82	
	83 (1 717 558)	)( 2 088 762)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84 5 587 234	3 485 599
Investissements à financer	85 (6 107 427)(	13 073 945)
	86 (520 193)	(9 588 346)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 206 232 550	187 260 471
Propriétés destinées à la revente	88 125 522	135 093
Prêts	89	131 180
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90 391 584	371 524
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91 (5 295 064)	(4 811 580)
	92 201 454 592	183 086 688
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94 201 454 592	183 086 688
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (76 733 605)(	56 312 526)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (749 395)(	436 474)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97 11 521 741	6 390 673
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98 1 434 800	1 666 900
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	
	100 (64 526 459)(	48 691 427)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 ( ) (	(1))
	102 (64 526 459)(	48 691 426)
	103 136 928 133	134 395 262

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2022 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L. Q. 2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision. Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et de jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. À titre informatif, puisque l'employeur n'a pas suspendu l'indexation des participants retraités dans le cadre de l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1^{er} janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas de régimes non capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 095 100)	(977 800)
Charge de l'exercice	4 (1 459 300)	(1 714 200)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 571 500	1 596 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (982 900)	(1 095 100)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 43 132 500	46 850 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (45 550 300)(	49 982 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (2 417 800)	(3 132 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 434 900	2 037 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (982 900)	(1 095 100)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (982 900)	(1 095 100)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 43 132 500	46 850 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (45 550 300)(	49 982 500)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (2 417 800)(	3 132 400)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 487 900	1 525 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 487 900	1 525 400
Cotisations salariales des employés	21 (691 300)(	709 300)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 796 600	816 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 552 400	702 100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 1 349 000	1 518 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 2 099 700	1 991 400
Rendement espéré des actifs	33 (1 989 400)(	1 795 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 110 300	196 000
Charge de l'exercice	35 1 459 300	1 714 200

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 (3 166 300)	3 161 800
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 989 400)	(1 795 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (5 155 700)	1 366 400
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 5 205 700	446 300
Prestations versées au cours de l'exercice	40 2 814 100	2 786 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 614 500	1 796 900
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 13	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,00 %	5,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,00 %	5,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (392 800)	(395 700)
Charge de l'exercice	56 (6 000)	(29 300)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 19 500	32 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (379 300)	(392 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (494 900)	(561 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (494 900)	(561 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 115 600	168 900
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (379 300)	(392 800)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (379 300)	(392 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (494 900)	(561 700)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (494 900)	(561 700)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (8 300)	14 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 (8 300)	14 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 14 300	15 100
Rendement espéré des actifs	85 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 14 300	15 100
Charge de l'exercice	87 6 000	29 300
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 61 600	157 200
Prestations versées au cours de l'exercice	92 19 500	32 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 7	7
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 4,40 %	2,60 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 2,60 %	2,10 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,90 %	4,41 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,10 %	4,10 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités et/ou villes participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités et ou villes participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités et/ou villes participantes comptabilisent ces régimes comme s'il étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité et/ou ville participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Cotisations des élus au RREM	120	8 325	7 746
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	28 055	26 106
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	9 981	10 101
	123	38 036	36 207
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021	
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	28 465 157	28 465 157	26 891 586
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	177 499	177 499	172 481
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	28 642 656	28 642 656	27 064 067
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 830 578	2 830 578	2 745 128
Égout	13	2 418 294	2 418 294	2 009 194
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	2 292 022	2 292 022	2 217 981
Autres				
▪ Fosses septiques	16	87 191	87 191	85 141
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	113 780	113 780	117 538
Service de la dette	20	125 291	125 291	125 487
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	7 867 156	7 867 156	7 300 469
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	7 867 156	7 867 156	7 300 469
	29	36 509 812	36 509 812	34 364 536

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	335 501	335 501	320 370
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32	139	139	139
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	1 287 135	1 287 135	1 088 037
Cégeps et universités	34	664 540	664 540	581 694
Écoles primaires et secondaires	35	1 109 124	1 109 124	956 522
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	3 396 439	3 396 439	2 946 762
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38	125 893	125 893	127 828
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39	6 580	6 580	6 266
Taxes d'affaires	40			
	41	132 473	132 473	134 094
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42	28 931	28 931	23 922
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44	28 931	28 931	23 922
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46	103 730	103 730	80 798
	47	103 730	103 730	80 798
	48	3 661 573	3 661 573	3 185 576

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49			
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	14 238	14 238	14 847
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			81 900
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	105 080	105 080	113 250
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67	(5 747)	(5 747)	17 321
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	167 826	167 826	168 552
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			27 482
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			46 334
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	28 103	1 389 084	668 746
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	91 059	91 059	106 454
Autres	85	24 996	24 996	35 456
Réseau d'électricité	86			
	87	425 555	1 786 536	1 280 342

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie	90	3 250 000	3 250 000	
Sécurité civile	91			
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93	1 343 106	1 343 106	327 560
Enlèvement de la neige	94			
Autres	94			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96			
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103	230 524	230 524	139 292
Réseau de distribution de l'eau potable	104	1 566 957	1 566 957	363 332
Traitement des eaux usées	105	214 033	214 033	455 498
Réseaux d'égout	106	1 566 957	1 566 957	404 325
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110			
Autres	111			
Cours d'eau	112			
Protection de l'environnement	113			
Autres	114			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118			
Rénovation urbaine	119			
Promotion et développement économique	120			
Autres	121			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122	1 715 035	1 715 035	5 109 891
Activités culturelles				
Bibliothèques	123			
Autres	124			
Réseau d'électricité	125			
	126	9 886 612	9 886 612	6 799 898

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	127		
	Péréquation	128		
	Neutralité	129		
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	130		
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	584 798	570 869
	Fonds de développement des territoires	132		
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133		
	Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	254 528	157 825
	Dotations spéciales de fonctionnement	135		
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
	du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136		
	Autres	137		
		138	839 326	728 694
	TOTAL DES TRANSFERTS	139	11 151 493	8 808 934

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	140	36 723	36 723	46 991
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	36 723	36 723	46 991
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	428 503	428 503	389 350
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	428 503	428 503	389 350
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	38 854	38 854	30 786
Autres	153			
	154	38 854	38 854	30 786
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	4 424	4 424	5 533
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	3 473 423	3 473 423	3 062 424
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163	5 000	5 000	5 011
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	3 482 847	3 482 847	3 072 968

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2022			Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social		168			
Autres		169			
		170			
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage		171			
Rénovation urbaine		172			
Promotion et développement économique		173			
Autres		174			
		175			
Loisirs et culture					
Activités récréatives		176	261 620	261 620	199 536
Activités culturelles					
Bibliothèques		177			
Autres		178	72 258	72 258	65 856
		179	333 878	333 878	265 392
Réseau d'électricité					
		180			
		181	4 320 805	4 320 805	3 805 487

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183	30 570	30 570	6 032
Autres	184	88 009	88 009	71 182
	185	118 579	118 579	77 214
Sécurité publique				
Police	186	152 547	152 547	147 747
Sécurité incendie	187	223 184	223 184	212 620
Sécurité civile	188			2 007
Autres	189	26 417	26 417	36 503
	190	402 148	402 148	398 877
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	19 771	19 771	9 284
Enlèvement de la neige	192	53 100	53 100	61 238
Autres	193	85	85	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197		42 710	37 721
Autres	198			
	199	72 956	115 666	108 243
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201	61 820	61 820	144 018
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203	61 821	61 821	163 243
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	1 013 967	1 013 967	1 275 883
Matières recyclables	205			43 750
Autres	206	1 500	1 500	
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208	2 289	2 289	298
Autres	209			
	210	1 141 397	1 141 397	1 627 192

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	211				
Sécurité du revenu	212				
Autres	213	8 860	8 860	8 860	917
	214	8 860	8 860	8 860	917
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	215				
Rénovation urbaine	216				
Promotion et développement économique	217				
Autres	218	54 319	54 319	54 319	52 002
	219	54 319	54 319	54 319	52 002
Loisirs et culture					
Activités récréatives	220	1 050 317	1 467 873	1 467 873	1 021 801
Activités culturelles					
Bibliothèques	221	9 871	9 871	9 871	9 386
Autres	222	7 870	7 870	7 870	1 091
	223	1 068 058	1 485 614	1 485 614	1 032 278
Réseau d'électricité					
	224				
	225	2 866 317	3 326 583	3 326 583	3 296 723
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	7 187 122	7 647 388	7 647 388	7 102 210

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	207 272	207 272	131 894
Droits de mutation immobilière	228	3 161 385	3 161 385	1 512 184
Droits sur les carrières et sablières	229	16 616	16 616	19 871
Autres	230			
	231	3 385 273	3 385 273	1 663 949
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	622 507	622 507	706 900
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	731 625	781 500	410 693
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235	(1 875 075)	(1 875 075)	117 132
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237	44 149	44 149	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238	30 813	30 813	437 084
Contributions des promoteurs	239	239 938	239 938	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243	387 974	387 974	210 000
Autres	244	542 143	884 567	1 097 892
	245	(630 058)	(287 634)	1 862 108
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			(357 032)

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	995 734	9 794	1 005 528	1 005 528	936 625
Greffe et application de la loi	2	1 177 355	5 161	1 182 516	1 182 516	1 211 696
Gestion financière et administrative	3	1 957 206	67 332	2 024 538	2 024 538	1 933 854
Évaluation	4	708 937	18 089	727 026	727 026	456 613
Gestion du personnel	5	516 367		516 367	516 367	401 726
Autres						
▪ Non réparties	6	1 101 211	145 820	1 247 031	1 247 031	1 135 720
▪	7					
	8	6 456 810	246 196	6 703 006	6 703 006	6 076 234
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	3 189 839	33 137	3 222 976	3 222 976	3 112 511
Sécurité incendie	10	3 089 073	216 489	3 305 562	3 305 562	3 239 892
Sécurité civile	11	46 971	1 597	48 568	48 568	193 126
Autres	12	244 485		244 485	244 485	218 996
	13	6 570 368	251 223	6 821 591	6 821 591	6 764 525
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 836 755	1 617 023	4 453 778	4 453 778	4 135 609
Enlèvement de la neige	15	3 938 417	262 704	4 201 121	4 201 121	3 014 461
Éclairage des rues	16	268 457	5 536	273 993	273 993	277 088
Circulation et stationnement	17	678 906	43 716	722 622	722 622	735 163
Transport collectif						
Transport en commun	18	62 172	1 867	64 039	64 039	62 899
Transport aérien	19	171 182	31 598	202 780	170 559	272 601
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	7 955 889	1 962 444	9 918 333	9 886 112	8 497 821

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 269 780	404 458	1 674 238	1 674 238	1 652 603
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 518 340	760 799	2 279 139	2 279 139	2 167 193
Traitement des eaux usées	25	585 059	709 354	1 294 413	1 294 413	1 089 738
Réseaux d'égout	26	1 359 191	1 071 592	2 430 783	2 430 783	2 293 973
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	425 539		425 539	425 539	382 232
Élimination	28	2 679 203	427 148	3 106 351	3 106 351	4 084 591
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	388 514		388 514	388 514	355 294
Tri et conditionnement	30	653 681	35 230	688 911	688 911	667 037
Matières organiques						
Collecte et transport	31	354 523	28 919	383 442	383 442	290 655
Traitement	32	315 986		315 986	315 986	281 519
Matériaux secs	33	27 766		27 766	27 766	50 541
Autres						
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	35 397		35 397	35 397	46 396
Protection de l'environnement	38	236 190	12 088	248 278	248 278	202 356
Autres	39	77 803		77 803	77 803	121 960
	40	9 926 972	3 449 588	13 376 560	13 376 560	13 686 088
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	148 050		148 050	148 050	154 442
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	72 527		72 527	72 527	110 393
	44	220 577		220 577	220 577	264 835

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	796 511	1 647	798 158	878 893	
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	68 817		68 817	20 088	
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	518 064	8 629	526 693	544 241	
Tourisme	49	317 246	8 172	325 418	273 688	
Autres	50					
Autres	51					
	52	1 700 638	18 448	1 719 086	1 716 910	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	648 110	38 593	686 703	711 564	
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 992 349	448 544	2 440 893	2 059 296	
Piscines, plages et ports de plaisance	55	486 082	15 766	501 848	493 886	
Parcs et terrains de jeux	56	1 673 329	548 719	2 222 048	2 023 350	
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	136 466	21 981	158 447	1 316 951	
	60	4 936 336	1 073 603	6 009 939	6 605 047	
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	916 267	131 098	1 047 365	1 001 768	
Bibliothèques	62	850 779	36 884	887 663	858 096	
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	80 571		80 571	70 158	
Autres ressources du patrimoine	64	24 807		24 807	21 638	
Autres	65					
	66	1 872 424	167 982	2 040 406	1 951 660	
	67	6 808 760	1 241 585	8 050 345	8 556 707	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	1 368 573		1 368 573	1 368 573	1 021 677
Autres frais	70	185 198		185 198	185 198	150 797
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	124 600		124 600	124 600	211 100
Autres	72	27 656		27 656	27 656	20 233
	73	1 706 027		1 706 027	1 706 027	1 403 807
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	7 169 484 (	7 169 484)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 081 689	2 081 689	1 252 386
Usines de traitement de l'eau potable	2	178 671	178 671	181 902
Usines et bassins d'épuration	3	626 886	626 886	2 177 815
Conduites d'égout	4	2 167 096	2 167 096	1 137 036
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	578 520	578 520	2 017 996
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 569 388	6 569 388	3 150 129
Ponts, tunnels et viaducs	7	259 355	259 355	1 668
Systèmes d'éclairage des rues	8	5 876	5 876	(3 173)
Aires de stationnement	9	22 595	22 595	842 214
Parcs et terrains de jeux	10	461 247	461 247	222 793
Autres infrastructures	11	6 181 925	6 181 925	2 908 448
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	10 478	10 478	528 246
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 376 210	5 376 210	10 342 271
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	718 597	718 597	288 739
Ameublement et équipement de bureau	18	98 773	98 773	56 815
Machinerie, outillage et équipement divers	19	725 079	725 079	372 672
Terrains	20	1 938 708	1 938 708	2 080 267
Autres	21		40 257	
	22	28 001 093	28 041 350	27 558 224

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	1 453 881	1 453 881	1 252 386
Usines de traitement de l'eau potable	24	178 671	178 671	181 902
Usines et bassins d'épuration	25	626 886	626 886	2 177 815
Conduites d'égout	26	1 539 288	1 539 288	1 137 036
Autres infrastructures	27	13 529 945	13 529 945	9 140 075
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	627 808	627 808	
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	627 808	627 808	
Autres infrastructures	32	548 961	548 961	
Autres immobilisations corporelles	33	8 867 845	8 908 102	13 669 010
	34	28 001 093	28 041 350	27 558 224

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 186 869		490 430	696 439
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 269 070	3 958 000	280 600	4 946 470
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	47 902 388	17 931 518	5 515 556	60 318 350
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	50 358 327	21 889 518	6 286 586	65 961 259
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 390 673	5 574 903	443 835	11 521 741
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	6 390 673	5 574 903	443 835	11 521 741
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	6 390 673	5 574 903	443 835	11 521 741
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	6 390 673	5 574 903	443 835	11 521 741
	19	56 749 000	27 464 421	6 730 421	77 483 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	56 749 000	27 464 421	6 730 421	77 483 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	77 483 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	6 107 427
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	696 439
Débiteurs	9	11 521 741
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	5 587 234
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	65 785 013
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	3 323 370
Endettement net à long terme	16	69 108 383
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	69 108 383
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	69 108 383
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	3 261 662

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	1		
	Évaluation	2		
	Autres	3	300 345	300 345
				301 508
Sécurité publique				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5	181 541	181 541
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
Transport				
	Réseau routier	8		
	Transport collectif	9	13 090	13 090
	Autres	10		12 106
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11		
	Matières résiduelles	12	397 426	397 426
	Cours d'eau	13	35 397	35 397
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15		7 935
Santé et bien-être				
	Logement social	16		
	Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	92 042	92 042
	Rénovation urbaine	19		95 325
	Promotion et développement économique	20	194 646	194 646
	Autres	21		184 453
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22	38 305	38 305
	Activités culturelles	23	104 527	104 527
		24		31 552
		23		102 179
Réseau d'électricité				
		24		
		25	1 357 319	1 357 319
				1 319 680

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022*Non audité*

		2022	2021
Rémunération	1	339 416	315 438
Charges sociales	2	76 584	70 655
Biens et services	3	27 556 919	27 168 931
Frais de financement	4	28 174	
Autres	5		
	6	28 001 093	27 555 024

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	41,40	40,00	86 105,80	4 141 123	1 294 122	5 435 245
Professionnels	2						
Cols blancs	3	41,69	35,00	75 868,79	2 498 928	756 593	3 255 521
Cols bleus	4	43,60	40,00	90 680,91	2 663 384	688 937	3 352 321
Policiers	5						
Pompiers	6	22,02	40,00	45 798,78	1 192 844	146 682	1 339 526
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	148,71		298 454,28	10 496 279	2 886 334	13 382 613
Élus	9	7,00			256 220	58 904	315 124
	10	155,71			10 752 499	2 945 238	13 697 737

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		70 441	160 083		230 524
Réseau de distribution de l'eau potable	13	105 080	489 891	1 077 066		1 672 037
Traitement des eaux usées	14		65 402	148 631		214 033
Réseaux d'égout	15	(5 747)	489 893	1 077 064		1 561 210
Autres	16	1 165 548	4 541 906	1 766 235		7 473 689
	17	1 264 881	5 657 533	4 229 079		11 151 493

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	26 526	32 564
Évaluation	2	1 079	1 895
Autres	3	81 310	80 104
	4	108 915	114 563
Sécurité publique			
Police	5	45 605	50 268
Sécurité incendie	6	47 118	31 633
Sécurité civile	7	38	137
Autres	8	1 401	2 052
	9	94 162	84 090
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	272 225	253 891
Enlèvement de la neige	11	39 562	46 302
Autres	12	63 491	50 132
Transport collectif	13		54
Autres	14		
	15	375 278	350 379
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	17 374	27 488
Réseau de distribution de l'eau potable	17	212 338	212 956
Traitement des eaux usées	18	79 483	2 908
Réseaux d'égout	19	194 500	193 414
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	165 646	145 792
Matières recyclables	21	543	375
Autres	22	209	
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	1 307	2 287
Autres	25		
	26	671 400	585 220
Santé et bien-être			
Logement social	27	110	
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	4 470	5 313
	30	4 580	5 313
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	5 716	11 144
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	50 635	5 505
Autres	34		5
	35	56 351	16 654
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	274 918	222 929
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	106 464	15 080
Autres	38	13 959	9 579
	39	395 341	247 588
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 706 027	1 403 807

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Amstad, Chantal	Conseiller	15 881	7 940		
Beaulieu, André	Conseiller	15 881	7 940		
Bastille, Mario	Maire	78 863	17 546	11 604	
Drapeau, Steeve	Conseiller	15 881	7 940		
Lepage, Nelson	Conseiller	15 881	7 940		
Samson, Edith	Conseiller	15 881	7 940		
Thériault, Carl	Conseiller	15 881	7 940		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	8 050 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	3 <input type="checkbox"/> 4 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	6 <input checked="" type="checkbox"/> 7 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	9	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	13	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	16	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	_____ \$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	_____ \$
Ligne 24 : Libres	22	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	26	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 17 989 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 998 480 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 38 948 \$
- b) autres formes d'aide 53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 546-2019
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2019-10-28
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 1
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 1 013
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 410
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 1
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 14

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 18

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-23

Nom du signataire : Jacques Moreau, OMA

Fonction du signataire : Directeur des finances et trésorier

Date de transmission au Ministère : 2023-05-23

Date et heure de la dernière modification : 2023-05-23 20:35

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	50 012 699	51 119 617	52 084 465	3 307 909	54 298 011
Investissement	2	6 365 623	8 865 751	10 051 399		10 051 399
	3	56 378 322	59 985 368	62 135 864	3 307 909	64 349 410
Charges	4	46 008 027	49 799 199	48 515 525	3 051 310	50 472 472
Excédent (déficit) de l'exercice	5	10 370 295	10 186 169	13 620 339	256 599	13 876 938
Moins : revenus d'investissement	6	(6 365 623)	(8 865 751)	(10 051 399)	()	(10 051 399)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	4 004 672	1 320 418	3 568 940	256 599	3 825 539
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	7 225 631	7 169 484	7 169 484	560	7 170 044
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(5 371 711)	(6 633 243)	(6 286 588)	()	(6 286 588)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(2 273 995)	(2 119 802)	(2 871 482)	(40 257)	(2 911 739)
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 294 077)	238 143	340 923		340 923
Autres éléments de conciliation	13	108 954	25 000	2 119 903		2 119 903
	14	(1 605 198)	(1 320 418)	472 240	(39 697)	432 543
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 399 474		4 041 180	216 902	4 258 082

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022	2021
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	9 179 314	19 808 837	20 537 386
Débiteurs	2	17 793 761	26 658 815	26 789 695
Placements de portefeuille	3	6 884 348	6 416 237	6 884 348
Autres	4	(4 680 400)	(5 295 064)	(4 680 400)
	5	29 177 023	47 588 825	48 448 254
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	56 312 526	76 733 605	56 312 526
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	1 487 900	1 362 200	1 487 900
Autres	9	20 873 651	24 228 748	21 033 908
	10	78 674 077	102 324 553	102 247 709
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(49 497 054)	(54 735 728)	(48 833 748)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	187 249 431	206 181 813	187 260 471
Autres	13	1 158 409	1 085 040	1 214 498
	14	188 407 840	207 266 853	207 317 614
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	4 275 798	6 791 932	4 458 427
Excédent de fonctionnement affecté	16	5 380 901	5 284 989	5 917 667
Réserves financières et fonds réservés	17	6 546 973	5 814 559	6 546 973
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	2 088 762)(	1 717 558)(	2 088 762)(
Financement des investissements en cours	19	(9 588 346)	(520 193)	(9 588 346)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	134 384 222	136 877 396	134 395 262
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	138 910 786	152 531 125	139 641 221

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Rénovation patrimoniale	23	215 890	215 890
▪ Réclamation dommages intérêts	24	150 000	150 000
▪ Développement durable	25	218 203	218 203
▪ Fonds industriel	26	530 202	530 202
▪ Aides organismes	27	150 000	150 000
▪ Avantages sociaux futurs	28	313 860	313 860
▪ Aqueduc - égout	29	1 550 704	1 417 011
▪ Budget participatif	30	179 398	250 000
▪ Autres	31	1 976 732	2 135 735
	32	5 284 989	5 380 901
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	636 593	536 766
	34	5 921 582	5 917 667
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
	35	5 814 559	6 546 973
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
	36		
	37	11 736 141	12 464 640

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	65 785 013
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	69 108 383

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	696 439	1 186 869
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	60 318 350	47 902 388
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	4 946 470	1 269 070
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	11 521 741	6 390 673
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	77 483 000	56 749 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	34 364 536	35 625 700	36 509 812	36 509 812
Compensations tenant lieu de taxes	13	3 185 576	3 316 084	3 661 573	3 661 573
Quotes-parts	14				
Transferts	15	1 378 118	1 708 908	1 264 881	2 625 862
Services rendus	16	6 639 715	7 487 315	7 187 122	7 647 388
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 370 849	1 599 238	4 007 780	4 007 780
Autres	18	2 073 905	1 382 372	(546 703)	(154 404)
	19	50 012 699	51 119 617	52 084 465	54 298 011
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	6 799 898	8 778 239	9 886 612	9 886 612
Autres	23	(434 275)	87 512	164 787	164 787
	24	6 365 623	8 865 751	10 051 399	10 051 399
	25	56 378 322	59 985 368	62 135 864	64 349 410

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
Administration générale	1	6 456 810	246 196	6 703 006	6 703 006	6 076 234
Sécurité publique						
Police	2	3 189 839	33 137	3 222 976	3 222 976	3 112 511
Sécurité incendie	3	3 089 073	216 489	3 305 562	3 305 562	3 239 892
Autres	4	291 456	1 597	293 053	293 053	412 122
Transport						
Réseau routier	5	7 722 535	1 928 979	9 651 514	9 651 514	8 162 321
Transport collectif	6	233 354	33 465	266 819	234 598	335 500
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	4 732 370	2 946 203	7 678 573	7 678 573	7 203 507
Matières résiduelles	9	4 845 212	491 297	5 336 509	5 336 509	6 111 869
Autres	10	349 390	12 088	361 478	361 478	370 712
Santé et bien-être	11	220 577		220 577	220 577	264 835
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	796 511	1 647	798 158	798 158	878 893
Promotion et développement économique	13	835 310	16 801	852 111	852 111	817 929
Autres	14	68 817		68 817	68 817	20 088
Loisirs et culture	15	6 808 760	1 241 585	8 050 345	10 039 513	8 556 707
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 706 027		1 706 027	1 706 027	1 403 807
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	41 346 041	7 169 484	48 515 525	50 472 472	46 966 927
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	7 169 484 (	7 169 484)			
	21	48 515 525		48 515 525	50 472 472	46 966 927

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Réalizations 2022		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	6 365 623	10 051 399		10 051 399
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	27 555 024)(	28 001 093)(	40 257)(	28 041 350)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	(505 111))(	(383 500))(	)	(383 500))
Financement à long terme des activités d'investissement	4	10 059 000	21 889 522		21 889 522
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	2 273 995	2 871 482	40 257	2 911 739
Excédent accumulé	6	3 882 643	1 873 343		1 873 343
	7	(10 834 275)	(983 246)		(983 246)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(4 468 652)	9 068 153		9 068 153

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14